

Unité Départementale des Côtes d'Armor

Affaire suivie par : Véronique FOURCHON

Tél : 02 96 69 48 20

ud22.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Code AIOT : 0005500440

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Demande d'anticipation de travaux – Modernisation de l'usine d'incinération – DEWEN à Taden

P.J : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'avancement de travaux

1. INTRODUCTION

Par transmission du 14 février 2024, l'inspection des installations classées a été destinataire d'un dossier déposé par la société DEWEN visant à demander l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une nouvelle ligne de valorisation énergétique de déchets non dangereux sur la commune de Taden.

Ce dossier a fait l'objet d'une demande de complément par rapport de l'inspection des installations classées du 7 mai 2024.

Le pétitionnaire a transmis à monsieur le Préfet un dossier complété accompagné d'un mémoire en réponse en date du 16 juillet 2024.

Le présent rapport est destiné à proposer un avis quant à la demande d'anticipation des travaux de modernisation dont la demande d'autorisation environnementale est en cours d'instruction.

2. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

2.1. Présentation de la société

L'usine de valorisation énergétique (UVE), implantée sur la commune de Taden, est exploitée par la société DEWEN du groupe SUEZ dans le cadre d'une délégation de service public pour le SMPRB (Syndicat mixte de valorisation des déchets des Pays de Rance et de la Baie).

L'UVE est actuellement autorisée pour l'exploitation de 2 lignes d'incinération de déchets non dangereux encadrée par les arrêtés préfectoraux du 29 novembre 2006, complété le 7 février 2013 et le 9 juin 2023.

- incinération de déchets non dangereux,
- traitement et tri des mâchefers,
- broyage d'encombrants.

Le projet consiste en l'adaptation de la capacité de réception des déchets traités sur le site pour accueillir des déchets supplémentaires voisins dans le cadre d'accords de coopération et de principe de solidarité territoriale.

Les travaux envisagés permettront également :

- la modernisation de la ligne n°1 conservée,
- l'extension de la fosse de réception des déchets,
- le passage au traitement sec des fumées de la ligne conservée, permettant de réduire fortement la consommation d'eau dans le procédé,
- le réaménagement de la plateforme de transit et de traitement des mâchefers,
- l'adaptation des outils de production d'énergies.



La société DEWEN motive cette demande par la nécessité de respecter :

- les engagements de la convention de coopération intersyndicale tripartite,
- l'objectif fixé dans le contrat de délégation de service public imposant l'accueil de 150 000 tonnes/an de déchets issus des 3 zones de gouvernance (SMPRB, KERVAL et S3TEC) au 1^{er} juin 2027,
- certaines périodes pour notamment pour le déboisement afin d'éviter l'impact du projet sur l'avifaune.

Aussi, le pétitionnaire sollicite une autorisation pour l'avancement des travaux suivants en décembre 2024 :

- les travaux généraux de voiries et de génie civil sur la totalité du site en vue de préparer les futures installations ;
- les travaux de création de la voirie au sud pour l'accès des secours et l'accès de la grue au chantier ;
- le défrichement de boisements exemptés d'autorisation de défrichement au titre du code forestier.



En raison de l'évitement d'impact sur la biodiversité (mesure de maîtrise d'impact retenue dans la demande d'autorisation), le défrichement de boisement doit être réalisé avant la période de nidification qui débute en mars pour l'avifaune recensée dans le périmètre d'étude.

Afin de réduire l'impact temporaire des travaux mais aussi l'impact sur le long terme, le pétitionnaire prévoit les mesures d'évitement, de réduction et de replantation.

L'étude d'impact sur la faune et la flore recense au Nord et Nord-Ouest du projet d'étude une zone d'habitats d'espèces protégées (reptiles et amphibiens). Le pétitionnaire prévoit une mesure d'évitement de l'impact pour cet enjeu (**ME1**).

Cette mesure consiste à l'implantation de la base vie au Nord-Est du site (au droit de l'ancienne zone de transit de déchets exploitée par le SMPRB) permettant d'éviter l'impact des zones déterminées à enjeu fort et majeur dans l'étude.

De manière à assurer une protection des espèces protégées non-impactées par le projet, le pétitionnaire prévoit un balisage de cette zone ainsi que des arbres en bordures (**MR2**).

Un déboisement temporaire est cependant envisagé au droit des zones présentant des habitats pour l'avifaune nicheuse notamment en périodes de reproduction. Pour limiter l'impact sur l'avifaune, il est prévu de réaliser les travaux en dehors de la période de nidification. Aussi pour répondre aux différents délais d'aménagement, les travaux seront réalisés entre septembre et la mi-mars (**MR3**).

Le pétitionnaire prévoit également les mesures de réductions suivantes :

- Des mesures de gestion des espèces envahissantes (herbes pampa) sont également prévues (**MR4**),
- Gestion du risque de pollutions accidentelles (**MR5**),

- Gestion qualitative et quantitative des eaux pluviales **(MR6)**,
- Installation de rampes de sortie de bassin **(MR7)**,
- Remise en état des surfaces utilisées dans le cadre des travaux **(MR8)**.

L'ensemble des mesures d'évitement et de réduction font de plus, l'objet d'une mesure d'accompagnement par un expert **(MA1)**.

Le pétitionnaire prévoit en particulier la mise en place d'un programme d'intervention comprenant des audits et contrôle des mesures de réduction faisant l'objet d'une traçabilité dans un registre de suivi.

3. ANALYSE ET PROPOSITION DE L'INSPECTION

D'après les éléments déclarés dans le dossier par le pétitionnaire, les travaux en question ne sont concernés par aucune procédure d'autorisation ou d'absence d'opposition visées par l'alinéa I de l'article L.181-2 et l'alinéa 1 de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Notamment, les travaux envisagés par anticipation :

- ne sont ni concernés par des rubriques IOTA ni concernés par des rubriques ICPE,
- ne nécessitent pas d'agrément pour le traitement des déchets,
- ne sont pas prévus au droit de réserve naturelle, site classé, de Natura 2000, de zone d'intérêt spécifique,
- n'entraînent pas de défrichement ou de déboisement soumis à autorisation au titre du code forestier,
- ne sont pas à eux seuls soumis à permis de construire.

Cette demande d'anticipation de travaux a été portée à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique au même titre que la demande d'autorisation ICPE et le permis de construire.

Cette enquête publique s'est déroulée du 14 octobre au 15 novembre inclus. Durant cette enquête publique, la Fédération Glaz Nature a émis un avis défavorable pour de multiples raisons (économiques, environnementales, sanitaires) au projet de modernisation. Il fait également état de la possibilité réglementaire de déroger aux règles de construction sans opposer d'argument spécifique contre l'anticipation de travaux.

Considérant les éléments ci-dessus, les conditions réglementaires exigées pour la dérogation sont respectées.

Par ailleurs, compte tenu des mesures d'évitement et de réduction d'impact sur la faune, l'impact temporaire en phase de travaux apparaît maîtrisé. Pour garantir ces conditions en phase de travaux, l'inspection propose de prescrire la mise en place de ces mesures d'évitement et de réduction par arrêté préfectoral.

Par ailleurs, lors de la phase chantier, il est prévu l'intervention d'un écologue. L'inspection propose qu'un compte rendu sur les interventions de l'écologue soit transmis à l'inspection.

L'ensemble de ces mesures est donc repris dans un projet de prescriptions joint en annexe du présent rapport. Les mesures pérennes seront également reprises dans le projet de prescriptions, en cas d'autorisation.

Par conséquent, il peut être fait application de l'article L.181-30 du code de l'environnement, qui prévoit que les permis requis conformément au code de l'urbanisme peuvent être exécutés avant la délivrance de l'autorisation environnementale sous réserve que la possibilité de commencer les travaux ait été préalablement portée à la connaissance du public et de respecter les prescriptions particulières figurant dans le projet d'arrêté en annexe.

4. CONCLUSION

Compte-tenu des éléments détaillés dans le présent rapport, nous proposons donc à Monsieur le Préfet :

- d'informer le pétitionnaire que sa demande répond aux conditions énoncées à l'article L.181-30 du code de l'environnement pour l'autorisation d'anticipation des travaux précité,
- d'autoriser l'anticipation de travaux sous réserve du respect du projet d'arrêté préfectoral complémentaire encadrant la phase de travaux seulement après la délivrance du permis de construire relatif à la modernisation de l'usine d'incinération et d'en informer l'exploitant,
- d'adresser le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant pour avis sous 15 jours.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que cette décision ne pourra être notifiée qu'à compter de la délivrance du permis de construire conformément à l'article L.180-30 du code de l'environnement et dans un délai minimum de 4 jours à l'issue de la consultation du public.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement, spécialité inspection des installations classées, Véronique FOURCHON		
Vu et transmis pour approbation, L'adjointe à la responsable de l'Unité Départementale des Côtes d'Armor, Lucie ROGER		